

Mexique - San Juan Copala : Continuons à rompre le silence

dimanche 31 juillet 2011, par [LAURET Janique](#) (Date de rédaction antérieure : 21 juin 2011).

Le peuple Triqui est originaire de la région de la Mixteca dans l'Etat de Oaxaca, au sud du Mexique. Depuis le milieu du XIX^e siècle, ce peuple ne cesse de réclamer son autonomie vis-à-vis des instances gouvernementales. Mais le gouvernement fédéral n'hésite pas à utiliser une répression acharnée pour tenter d'anéantir ce droit à l'autonomie et maintenir cette population indigène sous son contrôle. Il est important de rappeler que les Triqui ont toujours résisté de manière pacifique face à la répression orchestrée par les partis politiques et mis en œuvre par divers groupes armés. Le village de San Juan Copala constitue l'un des symboles les plus forts de la lutte Triqui car il est très vite devenu le lieu central de l'organisation de cette résistance mais aussi celui qui vit le plus durement l'acharnement policier et paramilitaire.

En 1948, San Juan Copala gagne son indépendance vis-à-vis du municipio. Cela signifie qu'habitant-e-s et sympathisant-e-s entendent faire reconnaître leur volonté de s'affranchir du contrôle et du pouvoir officiel afin que la communauté s'organise par et pour elle-même. Les revendications de la commune autonome de San Juan Copala sont alors la défense des ressources naturelles, la récupération et la défense des terres communales, la défense de la culture Triqui, l'autonomie et l'autodétermination des peuples Triqui.

Mais les autorités politiques n'ont depuis jamais cessé de vouloir écraser la volonté de ce peuple. En usant d'intimidations, de menaces, de viols et d'assassinats et en se cachant derrière les agissements des troupes paramilitaires de l'UBISORT (Unidad de Bienestar Social de la Region Triqui), le gouvernement fédéral cherche encore et toujours à détruire toute forme de résistance.

Depuis novembre 2008, le village subit un véritable état de siège par ce groupe de paramilitaires dirigé et financé par le principal et très influent parti politique du Mexique. Sous le commandement du PRI (Partido Revolucionario Institucional), les troupes de l'UBISORT créées en 1994 menacent, traquent, tuent et violent pour tenter une fois de plus d'imposer la marche à suivre à une population indigène.

Aujourd'hui le village de San Juan Copala a été déserté par ses habitants, beaucoup de meurtres ont été perpétrés, des personnes ont été déplacées de force, d'autres par peur des représailles. Ceux mais surtout celles qui restent au village vivent dans des conditions insoutenables. Il n'y a plus d'école, plus de centre de santé, plus de nourriture, plus d'entrées ni de sorties et le village est sous surveillance de snipers de l'UBISORT.

Les 27 et 28 avril derniers, deux jours de mobilisation ont été organisés pour rendre hommage à deux activistes de la lutte du peuple Triqui et défenseur-euse des droits humains. Bety Carino Trujillo et Jyri Antero Jaakola sont morts le 27 avril 2010 lors d'une caravane humanitaire. L'objectif était d'arriver à endiguer l'asphyxie du village de San Juan Copala en apportant nourritures et médicaments aux habitant-e-s qui résistent encore malgré l'encerclement paramilitaire. Mais à quelques kilomètres du village, la caravane fut prise en embuscade sous le feu des balles de l'UBISORT. Lors de cette mobilisation en avril dernier, deux manifestations ont été organisées dans la ville de Oaxaca. Cela a été une occasion pour de nombreuses personnes de la communauté Triqui

de se retrouver, de discuter des répercussions pour les populations indigènes de la militarisation du Mexique et de continuer à construire collectivement la résistance des peuples opprimés.

Il est important de préciser qu'aujourd'hui, suite aux mobilisations rendant hommage à ces défenseurs-euses de la lutte Triqui et des nombreuses pressions menées par les différents mouvements et organisations sociales en soutien aux populations indigènes, le chef des troupes de l'UBISORT a été arrêté et est actuellement en attente de jugement. Le peuple Triqui doit-il y voir les prémices d'une justice qui se met en marche ou seulement une justice qui se décide à faire tomber une tête pour en protéger d'autres ? En effet, Ulises Ruiz Ortiz a quitté le gouvernement de Oaxaca, en laissant derrière lui un sillage de sang, de persécution, d'impunité, et en déléguant sa responsabilité dans la violence paramilitaire. Le nouveau chef de l'Etat de Oaxaca, Gabino Cué Monteagudo, nie également ses responsabilités de gouverneur dans les événements passés et applique les mêmes méthodes que son prédécesseur.

Tous ceux qui interviennent de près ou de loin dans cette terrible réalité, depuis l'ordre donné jusqu'à l'ordre exécuté, sont responsables des meurtres de Bety Cariño et de Jyri Jaakkola et malheureusement de bien d'autres activistes. Tous sont complices par dissimulation, par permission, par omission. Tous méritent des sanctions exemplaires parce que nulle part dans le monde la vie d'activistes et militant-e-s de la lutte sociale ne peut être une monnaie d'échange, en toute démagogie, pour imposer pouvoir et domination. La responsabilité de l'Etat dans les assassinats de Bety et de Jyri est certaine et les auteurs matériels de ces meurtres et leurs responsables intellectuels doivent être arrêtés pour répondre de leurs crimes.

La guerre menée contre la population indigène, indienne ou métisse, contre tou-te-s celles et ceux qui ont gardé une forme de vie sociale leur permettant encore de résister et de se rebeller face aux entreprises destructrices du pouvoir et du capital est réelle et fait tomber chaque fois des camarades. Continuons à rompre le silence pour que justice soit faite.

Par Janique Lauret avec Marion Sarrazin

P.-S.

* Afriques en lutte n° 7, 21 juin 2011 (Bulletin du groupe de travail Amérique Latine du NPA).